Mission Locale
Bresse Louhannaise

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

milobl.fr

Vous accompagner, c'est notre mission.



PLF 2027

[Projet de Loi de Finances]

PEUT-ON FAIRE SANS MISSION LOCALE ?

En 2027 : sans le soutien de l'Etat, les missions locales subiront près de 20 % de moyens financiers en moins en 3 ans !

CE N'EST PAS LE MOMENT D'OUBLIER LA JEUNESSE !!

Toutes les infos sur milobl.fr

EMPLOI FORMATION ORIENTATION VIE QUOTIDIENNE

Mission Locale de la Bresse Louhannaise 4 Promenade des Cordeliers 71 500 LOUHANS milobl@milobfc.fr www.milobl.fr 03.85.74.91.00

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Cofinancé par l'Union européenne

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ

SAÔNE & LOIRE DÉPARTEMENT

Bresse Louhannaise Intercom

BRESSE NORD INTERCOM

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BRESSE REVERMONT 71

Terres de Bresse COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

ALERTE 16-25
2027



A la Mission Locale de la Bresse Louhannaise, nous recevons chaque semaine des jeunes de 16 à 25 ans. Si certains franchissent notre porte simplement pour sécuriser un premier emploi ou une formation, beaucoup d'autres font face à des parcours marqués par l'isolement, le décrochage, des difficultés matérielles, de mobilité ou de logement, et une santé mentale parfois fragilisée.

Pour eux, la Mission Locale n'est pas un guichet administratif : c'est un point d'ancrage. Nos professionnels écoutent, lèvent des freins très concrets et reconstruisent patiemment la confiance.

Aujourd'hui, le projet de loi de finances (PLF) pour 2027 nous alerte vivement.

Une jeunesse désemparée qui envoie des signaux d'alerte

On ne peut pas analyser un budget sans regarder l'état réel de notre société. Les manifestations récentes et la présence des lycéens dans la rue ne sont pas anecdotiques : elles expriment un malaise profond, une perte de repères et une inquiétude légitime face à l'avenir.

Quand plus d'un jeune sur cinq est au chômage (21,6 % en France, un taux bien supérieur à la moyenne européenne) et que la précarité gagne du terrain, la réponse publique ne peut pas être le recul. Fragiliser encore davantage une jeunesse qui doute et qui se sent délaissée est un contresens social et démocratique. Plus que jamais, elle a besoin d'écoute, de repères et de perspectives solides.



La réalité des chiffres

Face à cette urgence, le projet de budget prévoit pourtant une nouvelle réduction de 5,55 % des crédits de l'État pour les Missions Locales en 2027.
En trois ans, les moyens alloués à notre réseau auront diminué de près de 18 % (passant de 635 M€ en 2024 à 522 M€).

Dans le même temps, les objectifs fixés par l'État restent inchangés – notamment sur le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) – et les contraintes de gestion administrative continuent de s'alourdir.

Demander à nos équipes d'assurer le même niveau d'exigence avec un cinquième de ressources en moins en trois ans n'est pas tenable. Cela risque mécaniquement d'allonger les délais d'accompagnement, de réduire notre présence de proximité dans les communes et de laisser au bord de la route des jeunes qui ont précisément besoin d'un suivi renforcé.

La Mission Locale de la Bresse Louhannaise a accompagné 790 jeunes en 2025.
Ses résultats en termes d'insertion sont clairement visibles.

- 607 contrats de travail signés en 2025
- 198 stages d'immersion
- 159 apprenants sur la plateforme Savoirs de base CLEFS 71
- 2234 ateliers
- 4037 entretiens individuels
- 325 jeunes en Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie
- 152 jeunes en Contrat d'engagement jeune
- 91 en parcours d'appui et d'orientation



Des besoins toujours + importants

La baisse drastique des moyens RH liée aux baisses de subvention État a déjà eu de fortes répercutions en 2026

Une contraction budgétaire subie : L'État a réduit sa dotation financière de -6,4% en 2026 ce qui engendre une équation financière très délicate.
Perte de force de travail (ETP*) : Par mesure de sécurité financière, la Mission Locale a été contrainte de ne pas reconduire ses 3 seuls contrats à durée déterminée (CDD).
Impact opérationnel : Le nombre total d'ETP s'est effondré en 2026, passant de 10,1 à 8,1. Le nombre de conseillers a baissé quant à lui à 5,1 ETP en 2026 (contre 6,6 en 2025).

Un effondrement du niveau de qualification à l'entrée

Bond du public « Sans diplôme » : Les profils accueillis se paupérisent nettement. Le segment des jeunes sans aucun diplôme a bondi pour représenter 34,7% des nouveaux inscrits (110 jeunes) [contre 32.7% en 2024], et grimpe même à 54,9% sur l'ensemble des premiers accueils (167 jeunes).
Chute des bacheliers : A l'inverse, la part des titulaires du baccalauréat s'est effondrée, glissant de 25% à 18,6%.
Multiplication du temps d'accompagnement : Placer ou former un public sans aucune qualification de base demande 3 à 4 fois plus de temps de conseiller (remobilisation, ateliers de savoirs de base, etc.) qu'un public diplômé autonome, ralentissant mécaniquement les taux de sortie rapide vers l'emploi durable.



Une augmentation significative des jeunes en situation de handicap (RQTH)

Hausse des indicateurs de vulnérabilité : Le nombre de jeunes en situation de handicap s'accroît sur le territoire. La part des jeunes reconnus RQTH parmi les bénéficiaires s'élève à 9,8% des jeunes accompagnés en 2025 (contre 9,4% en 2024) et atteint 6,3% des premiers accueils.

Complexité périphérique : L'accompagnement de ces jeunes exige l'activation de dispositifs longs et spécifiques, souvent ralentis par des freins médicaux exogènes (aggravation de la désertification médicale sur le bassin qui freine l'accès aux bilans de santé et démarches administratives).

Une aggravation des freins liés à la ruralité et à la mobilité

Une dépendance absolue à la voiture : Le territoire de la Bresse Louhannaise se caractérise par une faible densité (47 hab/km^2) et des transports en commun limités.
Indicateur critique de non-mobilité : Le diagnostic d'entrée de 2025 est alarmant : 64% des nouveaux inscrits n'ont absolument aucun moyen de transport individuel motorisé (pas de permis ou pas de véhicule), soit une aggravation brutale de +7,5 points par rapport à 2024.
Une logistique humaine lourde : Pour contrer ce verrou, la Mission Locale doit maintenir à bout de bras l'itinérance de ses conseillers à travers 5 permanences décentralisées (Cuiseaux, Cuisery, Pierre-de-Bresse, Saint-Germain-du-Bois, Varennes-St-Sauveur). Ce maillage indispensable consomme une part importante de l'énergie et du temps des équipes au détriment du volume d'actions purement quantitatives.



Une forte hausse du nombre de jeunes mineurs accueillis

Massification des 16-17 ans : Poussée par les dynamiques de l'obligation de formation et le repérage de la PSAD, la Mission Locale fait face à une forte hausse de la part des mineurs accueillis, qui culmine à 36,8% des premiers accueils en 2025 (contre 34,4% en 2024).

Parcours structurellement plus longs : Ces jeunes mineurs arrivent très souvent en situation de rupture familiale ou institutionnelle, voire de grande précarité résidentielle (le nombre de jeunes « sans hébergement » a été multiplié par 4). Étant juridiquement soumis à l'obligation de formation et n'ayant pas l'âge légal ou la maturité pour de nombreux emplois industriels locaux, ils nécessitent des parcours de construction beaucoup plus longs, ce qui fait chuter le taux d'accès direct à l'emploi.

CALENDRIER PLF 2027 (Susceptible de modification)

Examen de la 1ère partie Recettes
Commission des Finances
5 – 12 octobre : examen en Commission des Finances
Séance publique
13 – 19 octobre : examen en séance publique
20 octobre : vote sur la 1ère partie du texte
Examen de la 2ème partie Dépenses (dont crédits Missions Locales)
Commission des Finances
16 octobre à 17h00 : date limite de dépôt des amendements en Commission des Finances
20 – 26 octobre : examen en Commission des Finances
24 octobre à 15h00 : examen des crédits de la Mission Travail et Emploi (Missions Locales)
Séance publique
27 octobre – 16 novembre : examen en séance publique
10 novembre à 17h00 : date limite de dépôt des amendements pour les crédits de la Mission Travail et Emploi (Missions Locales)
14 novembre à 9h00 : examen des crédits de la Mission Travail et Emploi (Missions Locales)
17 novembre : Vote sur l'ensemble du texte



Notre appel aux élus du territoire

Maires, présidents d'intercommunalités, conseillers départementaux, régionaux et parlementaires : vous connaissez notre territoire et vous mesurez au quotidien ce que représente la Mission Locale pour une famille en détresse, pour une commune rurale ou pour une entreprise qui peine à recruter.

Nous avons besoin de votre voix pour relayer cette réalité auprès du gouvernement et du Parlement, et demander :

1. La sanctuarisation des crédits alloués aux Missions Locales : pour maintenir un accompagnement humain, individualisé et accessible partout en Bresse Louhannaise.

2. Un cadre financier pluriannuel stable : pour cesser de naviguer à vue et sécuriser les parcours des jeunes dans la durée.

3. L'allègement des lourdeurs de gestion : pour que le temps de nos conseillers soit consacré à 100 % au terrain, à l'accompagnement direct et au lien avec le tissu économique local.
=> Faire en sorte que les moyens alloués soit adaptés aux objectifs de mise en oeuvre des mesures d'accompagnement.

La jeunesse n'est pas une ligne de dépense qu'on ajuste selon les contraintes de court terme : elle est le socle de notre territoire. Nous comptons sur votre appui pour porter cet impératif.

Mission Locale de la Bresse Louhannaise
Présidence : Jean Michel GABRIEL
Direction : Richard VALENTE - 06.29.75.78.68
4 Promenade des Cordeliers – 71500 Louhans